



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 05/06/2026

Reçu en préfecture le 05/06/2026

Publié le 05/06/2026

Berger
Levrault

ID : 044-214401655-20260604-PV_CM_20260507-DE

Séance publique du 07 mai 2026

Nombre de conseillers :

En exercice : 19

Présents : 15

Absents : 4

Pouvoirs : 4

Votants : 19

Date d'envoi et
d'affichage de la
convocation :
30/04/2026

L'an deux mille vingt-six, le 07 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la Commune de Saint-Hilaire-de-Clisson dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Denis THIBAUD, Maire.

Présents : MM. Denis THIBAUD, Nathalie GRENON, Michaël HERVOUET, Silvère REMIGEREAU, Catherine TAILLEE-PERRAUD, Régis HAMY, Dominique VALTON, Mélanie DABIN, Romain RICHARD, Solen BATARD, Céline RICHARD, Alice LAUDRIEC, Yoann BOISSONNOT, Delphine VAN EERDEWEGH, Jérôme MONIER

Absents : Laëtitia BORTOT, Guillaume POIRON, Samuel PITEL, Nathalie MITAILLE

Pouvoirs : Laëtitia BORTOT à Nathalie GRENON, Guillaume POIRON à Denis THIBAUD, Samuel PITEL à Romain RICHARD, Nathalie MITAILLE à Dominique VALTON

Secrétaire de séance : Romain RICHARD

Le quorum est atteint.

ORDRE DU JOUR

Préambule :

Présentation des projets par les enfants du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ)

Délibérations :

- ☞ Approbation du précédent compte rendu
- ☞ Désignation des représentants municipaux au sein des associations
- ☞ Election des délégués intercommunaux au syndicat Territoire Energies de Loire-Atlantique (TE44)
- ☞ Tarifs de la restauration scolaire à partir du 1^{er} septembre 2026
- ☞ Programme d'aménagement et de sécurisation des voies communales
- ☞ Désaffectation, déclassement et vente d'un terrain communal_30_La Landonnière_M. Drosnet
- ☞ Désaffectation, déclassement et vente d'un terrain communal_32_La Landonnière_M. Mme Biguet

Décision du Maire

- ☞ Souscription d'un emprunt pour le financement de l'effacement des réseaux rue de Vendée et rue de l'ancienne mairie

Information :

- ☞ Loyers des professionnels de santé

Monsieur Romain RICHARD est désigné comme secrétaire de séance.

Le procès-verbal du Conseil municipal du 02 avril 2026 est adopté à l'unanimité.

Présentation des projets par les enfants du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ)

Le CMJ est constitué de trois commissions :

- **Commission Aménagement** : Annaëlle, Gabrielle, Erin, Eloann
 - Aménagement du parking de la Noue pour renforcer la sécurité
 - Aménagement d'un parcours santé autour de l'étang
- **Commission Ecologie/nature** : Marilou, Inèse, Lina, Léonie
 - Opération Nettoyons la nature
 - Fête de la nature le 22 mai
- **Commission Intergénération** : Enéour, Armance, Milan
 - Goûter intergénérationnel
 - Diverses activités en lien : participation au repas des aînés et aux cérémonies commémoratives, distribution de graines aux nouveaux habitants

RELEVÉ DES ECHANGES

Denis THIBAUD explique ensuite le déroulement du repas des aînés.

Concernant la Fête de la Nature, il précise que l'organisation de cet événement demande davantage de préparation. Elle est ainsi envisagée pour 2027.

Denis THIBAUD explique aux élus du Conseil Municipal que les jeunes élus le sont pour deux ans afin de permettre aux enfants de travailler sur des projets de deux ans et de mieux les mettre en place.

Jérôme MONIER interroge les enfants quant au planning prévu pour le parcours de santé. Les enfants répondent qu'ils n'ont pas encore de date précise concernant le calendrier.

Denis THIBAUD présente ensuite aux élus le travail réalisé pour le parcours de santé par les enfants du CMJ : le choix des jeux, le parcours imaginé. Accompagnés par le maire dans leur réflexion, ils travaillent sur un projet de continuité du chemin piéton à la sortie de Remouillé afin de rejoindre le chemin menant à la station d'épuration. Il est également évoqué le remplacement de la passerelle actuelle, jugée dangereuse à traverser. Son remplacement est prévu pour la fin du mois de juin.

Catherine TAILLEE-PERRAUD demande aux enfants s'ils ont une idée du budget nécessaire au projet. Denis THIBAUD y répond que les devis sont en cours.

Jérôme MONIER demande si le tracé du parcours a été réalisé par les enfants eux-mêmes. Les enfants confirment.

Catherine TAILLEE-PERRAUD demande aux enfants s'ils sont allés observer le parcours de santé de Clisson. La réponse est négative.

Denis THIBAUD explique le déroulement des CMJ, notamment de la prise de notes, par les adultes, des idées émises par les différents groupes d'enfants, puis de la restitution de ces idées aux autres groupes.

Il est ensuite demandé aux enfants s'ils ont peur sur le parking de la Noue en raison des vitesses excessives des voitures. Ces derniers répondent par l'affirmatif.

Catherine TAILLEE-PERRAUD indique ensuite que les slogans réalisés par les enfants sont sympathiques et leur demande s'ils sont également à l'origine des dessins. Les enfants répondent positivement. Il est demandé si les dessins ont été présentés dans le flash. Denis THIBAUD répond que oui, mais qu'il y a eu peu de retours. Denis THIBAUD rappelle que les problèmes de sécurité présents sur le parking de la Noue sont principalement liés aux vitesses excessives des parents.

DCM-2026-38_Désignation des représentants municipaux au sein des associations**EXPOSE DES MOTIFS**

Il existe plusieurs types d'organismes (associations, structures médico-sociales...) dans lesquels siègent des conseillers municipaux. Les désignations doivent se faire dans les meilleurs délais possibles après le renouvellement du Conseil municipal.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la désignation des conseillers municipaux doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus municipaux.

Il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour chaque organisme, parmi la liste ci-après :

- ANIMAJE : association prestataire du service jeunesse de la communauté d'agglomération "Clisson Sèvre et Maine Agglo".
- CLIC Vallée de Clisson Sèvre Maine (Centre Local d'Information et de Coordination) : association assurant le soutien à domicile des personnes de plus de 60 ans et de leur entourage aidant ; point d'information pour les personnes en situation de handicap.
- EHPAD LE BON VIEUX TEMPS : établissement public médico-social pour personnes âgées dépendantes, situé à Gorges.
- L'ART DU BOIS : association de bénévoles passionnés du travail du bois.
- Mission locale du Vignoble Nantais : accueil, information et orientation gratuite des jeunes de 16 à 25 ans pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, mobilité, santé, logement, aides financières mobilisables...).
- SEMES (Sèvre Et Maine Emploi Solidarité) : association œuvrant dans le champ de l'économie sociale et solidaire (structure d'insertion par l'activité économique).

Le mandat des élus locaux membres du Conseil d'administration d'une association ou structure mentionnée plus haut, prend fin lors du renouvellement de l'assemblée locale à laquelle ils appartiennent. Ce mandat est prolongé jusqu'à l'élection de leur remplaçant par la nouvelle assemblée élue.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L. 315-10 et R. 315-6 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **DECIDE** d'avoir recours au scrutin public pour effectuer les nominations conformément à l'article L2121-21 du CGCT ;
- **DESIGNE** pour représenter la commune auprès de diverses structures ou associations les délégué(e)s suivant(e)s :

REPRESENTATIONS DIVERSES		
ASSOCIATION / STRUCTURE	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
ANIMAJE	Romain RICHARD	Nathalie MITAILLE
CLIC Vallée de Clisson Sèvre et Maine	Solen BATARD	Nathalie GRENON

EHPAD "Le Bon Vieux Temps"	Laëtitia BORTOT	<div>Envoyé en préfecture le 05/06/2026</div> <div>Reçu en préfecture le 05/06/2026</div> <div>Publié le 05/06/2026</div> <div>ID : 044-214401655-20260604-PV_CM_20260507-DE</div>
L'ART DU BOIS	Régis HAMY	Michael HERVOUET
SEMES	Régis HAMY	Silvère REMIGEREAU
MISSION LOCALE	Catherine TAILLEE-PERRAUD	Yoann BOISSONNOT

RELEVÉ DES ECHANGES

Denis THIBAUD précise qu'il s'agit de siéger aux différents conseils d'administration des associations mentionnées.

Denis THIBAUD explique que le CLIC est une association de coordination locale intervenant principalement auprès des personnes de plus de 60 ans et des personnes en situation de handicap. L'association reçoit les usagers dans ses locaux, situés en face du local jeunes, mais peut également se déplacer à domicile afin d'accompagner les personnes dans leurs démarches et leurs besoins.

Michaël HERVOUET demande quelles sont les implications de ces fonctions. Denis THIBAUD répond que cela implique environ 4 réunions par an.

Catherine TAILLEE-PERRAUD précise que l'investissement peut varier selon les structures et les projets menés. Certaines associations se réunissent uniquement lors de l'assemblée générale annuelle, tandis que d'autres nécessitent des réunions plus régulières selon le niveau d'implication souhaité.

Elle souligne que le conseil d'administration du CLIC est particulièrement conséquent puisqu'il regroupe les seize communes de la communauté d'agglomération.

Elle ajoute que le conseil d'administration de l'association L'Art du Bois l'est aussi. Denis THIBAUD présente cette association en expliquant qu'il s'agit d'une association située à Saint Hilaire de Clisson qui comporte un volet social permettant à des personnes en difficulté, notamment après une perte d'emploi, de travailler le bois à travers différentes activités telles que la sculpture, le taillage ou le ponçage. Les réalisations exposées dans la salle du conseil, notamment les vases, sont citées en exemple.

Concernant SEMES, Denis THIBAUD explique qu'il s'agit d'une association d'insertion à laquelle la commune fait appel notamment pour la pause méridienne et des missions de ménage. L'association possède également un volet paysager, mais l'association étant trop sollicitée, il est difficile d'avoir recours à celle-ci dans le domaine paysager.

La Mission Locale est ensuite évoquée. Catherine TAILLEE-PERRAUD indique que cette structure intervient à l'échelle du territoire, de Montbert à Vallet en passant par Gorges afin d'accompagner les jeunes. Elle est en lien avec des entreprises. Yoann BOISSONNOT demande s'il s'agit d'entreprises locales. Catherine TAILLEE-PERRAUD confirme.

DCM-2026-39_Election des délégués intercommunaux au syndicat mixte Territoire d'énergie Loire-Atlantique (TE44)

EXPOSE DES MOTIFS

Suite à l'installation du nouveau Conseil Municipal, il est nécessaire de désigner les délégués au sein des syndicats intercommunaux.

Un syndicat intercommunal est un établissement public de coopération intercommunale associant des communes en vue de services d'intérêt intercommunal.

En l'occurrence, il convient de désigner les délégués au sein du syndicat mixte Territoire d'énergie Loire-Atlantique (TE44). Autorité organisatrice de la distribution d'énergie, TE44 intervient sur les réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz. Il est aussi compétent en matière d'éclairage public, d'infrastructures de communications électroniques...

La durée du mandat d'un délégué est de 6 ans, il est lié à celui du Conseil Municipal qui l'a désigné.

Nombre de délégués à désigner

Chaque commune membre est représentée par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Mode de scrutin

Les délégués sont élus par les conseils municipaux des communes membres au scrutin secret, à la majorité absolue. Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^e tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le Conseil Municipal a la possibilité, sur décision prise à l'unanimité, de renoncer au scrutin secret au profit du scrutin public (art L2121-21 du CGCT).

Évolutions en cours de mandat

Le Conseil Municipal peut procéder, à tout moment, au remplacement d'un ou de plusieurs délégués par une nouvelle désignation, sous réserve toutefois que la décision ne soit pas inspirée par des motifs étrangers à la bonne marche de l'administration communale ou aux conditions d'exercice de la mission confiée à ces délégués. Si un Conseil Municipal procède sur ce fondement à de nouvelles désignations pour réattribuer les différents mandats de représentation confiés aux conseillers municipaux, notamment en raison de l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal, cette motivation est justifiée légalement.

De même, un désaccord sur la politique municipale est au nombre des motifs qui peuvent légalement justifier qu'il soit procédé à une nouvelle désignation de personnes déléguées par lui pour représenter la commune au sein d'organismes extérieurs.

En cas de vacances pour quelque cause que ce soit (démission...), le Conseil Municipal pourvoit au remplacement du délégué dans un délai d'un mois (art. L 5211-8).

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de procéder à la désignation des délégués intercommunaux au syndicat mixte TE44.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

➤ **DÉCIDE** d'avoir recours au scrutin public pour effectuer les nominations conformément à l'article L2121-21 du CGCT ;

➤ **DESIGNE** pour représenter la commune au syndicat mixte Territoire d'énergie Loire-Atlantique (TE44), les délégués suivants :

- Membre titulaire : Michaël HERVOUET
- Membre suppléant : Silvère REMIGEREAU

DCM-2026-40 Tarifs de la restauration scolaire à partir du 1^{er} septembre 2026

EXPOSE DES MOTIFS

La commune gère la pause méridienne, qui inclut le service de restauration scolaire et l'accompagnement des enfants.

Ce service est porté financièrement comme suit :

- Par la collectivité à hauteur de 51%
- Par les familles et les subventions (Etat, CAF) pour les 49% restants

Afin d'équilibrer le reste à charge entre la commune et les familles, un travail d'optimisation des dépenses et des recettes dans un contexte de diminution des effectifs scolaires (-46 élèves) et de hausse des coûts de fonctionnement amène à une proposition de légère augmentation du tarif du repas (+2%) à compter du 1^{er}

septembre 2026. Cette proposition d'évolution tarifaire est soumise au vote du Conseil municipal.

Quotient familial	Tarif du repas aujourd'hui	Tarif à compter du 1 ^{er} septembre 2026*	familles concernées
0 à 1 000	1€	1€	20,35%
1001 à 1400	4 € à 4,95 € Taux d'effort de 0.34%	4,20 € à 5,10 € Taux d'effort de 0.345%	29,07%
Plus de 1 401			50,58%

*Tarif unitaire : quotient familial x 0.00345

Cette revalorisation reste minime au regard du taux d'inflation nationale (0,9%), afin de ne pas pénaliser les familles.

Par extension, le tarif du repas des adultes extérieurs travaillant auprès des enfants est revalorisé comme suit : 4,95 € -> 5,50 €, en cohérence avec le montant du repas des agents, considéré comme avantage en nature.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n° 2025/22 du 22 mai 2025 portant sur les tarifs du restaurant scolaire en 2025/2026 ;

Vu la délibération n°2024/17 du 7 mars 2024 portant sur la mise en place de la cantine à 1€ ;

Vu la délibération 2024/63 du 5 décembre 2024 instaurant un tarif de restauration scolaire pour les intervenants extérieurs accompagnant l'enfant sur le temps de pause méridienne ;

Considérant l'avis de la Commission Enfance du 29 avril 2026, à partir du travail d'optimisation des dépenses et recettes du service, ainsi que la nécessité d'équilibrer le reste à charge ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **FIXE** les tarifs des repas au restaurant scolaire comme indiqués ci-dessus à compter du 1^{er} septembre 2026 ;
- **DIT** que le Règlement intérieur de la pause méridienne sera ajusté en conséquence.

RELEVÉ DES ECHANGES

Yoann BOISSONNOT souligne que la baisse de 46 élèves représente une diminution importante des effectifs (près de 20 % d'élèves en moins). Denis THIBAUD précise que les classes d'âge des prochaines années seront encore moins nombreuses.

Denis THIBAUD explique aux élus qu'un travail d'optimisation des coûts est engagé. Il explique le principe du calcul de la dotation à l'OGEC : les dépenses de fonctionnement de l'école publique sont divisées par le nombre d'élèves, ce qui représente un coût par élève de classe élémentaire d'environ 350 euros par an. À cela s'ajoutent les dépenses liées aux ATSEM pour les classes maternelles, ce qui représente un coût d'environ 1 515 euros par élève de classe maternelle. Il rappelle que la commune doit contribuer financièrement aux écoles publiques et privées à hauteur équivalente pour les dépenses concernées.

Denis THIBAUD précise que ces données sont fournies à titre explicatif et ne concernent pas directement la délibération portant sur la restauration scolaire.

Concernant la pause méridienne, Denis THIBAUD indique qu'un travail a été mené par la Responsable Enfance, présenté ensuite à la Commission enfance. Une présentation PowerPoint retraçant l'évolution de la tarification est diffusée en séance.

Denis THIBAUD explique que l'enjeu est d'équilibrer le reste à charge. Aujourd'hui, le reste à charge pour la commune est de 51% contre 49% d'atteindre 50 %.

Un recalcul annuel du taux d'effort est réalisé afin de maintenir cet objectif de répartition à 50 %.

A la rentrée de septembre 2026, le taux d'effort passerait ainsi de 0,34 % à 0,345 %, avec une évolution des tarifs allant de 4,20 euros à 5,10 euros selon les tranches.

Solen BATARD précise que la philosophie de cette tarification n'est pas de faire supporter le coût du service par les familles les plus aisées pour les autres usagers. Elle rappelle que, malgré la participation des familles, le reste à charge pour la commune représente encore environ 150 000 euros.

Jérôme MONIER demande combien de repas sont servi en moyenne actuellement. La réponse est 240. Cependant, ce nombre risque de baisser à 200 l'an prochain.

Jérôme MONIER engage une piste de réflexion quant à l'optimisation des coûts du restaurant scolaire. Il évoque la possibilité de coopérer avec d'autres communes ou d'ouvrir la restauration scolaire aux personnes âgées durant la pause méridienne. Denis THIBAUD indique qu'il s'agit d'une piste pouvant être étudiée en commission. La DGS précise toutefois que, pour les agents communaux, les repas constituent un avantage en nature et ne permettent donc pas d'optimiser les recettes.

Silvère REMIGEREAU souligne que cette réflexion ne pourra pas aboutir tant que la cuisine ne sera pas réaménagée. Il ajoute que si certaines communes voisines rencontrent des difficultés, la commune pourrait être en capacité d'augmenter sa production de repas.

Concernant la possibilité d'un portage de repas à destination des personnes âgées, certaines contraintes logistiques sont évoquées, notamment la nécessité éventuelle de louer un véhicule adapté. Certains élus considèrent néanmoins qu'un accueil des personnes âgées directement sur place pourrait être intéressant. Catherine TAILLEE-PERRAUD indique qu'il pourrait exister un besoin réel pour certaines personnes âgées en difficulté et que cette piste mérite d'être étudiée.

Concernant les effectifs scolaires de l'année prochaine, Denis THIBAUD annonce environ 130 élèves prévus dans l'école privée, avec un effectif réel pouvant être légèrement inférieur.

Yoann BOISSONNOT interroge Denis THIBAUD sur le nombre d'élèves présents au sein de l'école publique. La réponse est 90 prévus pour la rentrée 2026.

Denis THIBAUD explique que les communes voisines connaissent actuellement des situations similaires. Il évoque notamment la multiplication des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (RPI) dans certaines zones des Pays de la Loire, comme en Mayenne et dans la Sarthe. Selon lui, des regroupements pédagogiques pourraient intervenir dans un délai de moins de cinq ans, que ce soit dans le secteur public ou privé. Il précise qu'il n'envisage pas de communes dépourvues d'école et que ces évolutions pourraient plutôt concerner une organisation entre les niveaux maternelle et élémentaire.

Il rapporte également un échange avec l'inspectrice de l'Éducation nationale concernant les RPI.

Denis THIBAUD ajoute que la commune ne devra pas être surprise par d'éventuelles évolutions futures, compte tenu du faible nombre de naissances recensées depuis le début de l'année, en rappelant qu'il n'y a eu que 5 naissances depuis le début de l'année. Il indique qu'à ce rythme, on pourrait atteindre environ 12 naissances sur l'année.

Jérôme MONIER demande s'il ne s'agit pas là d'un premier pas vers une école intercommunale.

Solen BATARD demande comment attirer davantage de jeunes familles. Denis THIBAUD et Yoann BOISSONNOT soulignent la nécessité d'attirer des ménages ayant un projet d'enfant. Ils mettent en lumière les difficultés économiques et le coût croissant de la vie. Romain RICHARD ajoute que c'est la raison pour laquelle certaines familles choisissent de s'installer à Torfou.

DCM-2026-41_ Programme d'aménagement et de sécurisation des voies communales

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Préfet de la Région Pays de la Loire répartit chaque année le montant global du produit des amendes de police relatives à la circulation routière, attribué aux communes du département comptant moins de 10 000 habitants.

Les opérations susceptibles d'en bénéficier doivent « concourir à l'amélioration des transports en commun et des conditions générales de la circulation et de la sécurité routière » énumérées à l'article R2334-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Afin d'être recevable, le dossier doit comporter les éléments suivants :

- une délibération du Conseil municipal approuvant le projet et s'engageant pour l'année ;
- une notice explicative détaillée précisant la nature des travaux et l'intérêt de l'aménagement en termes de sécurité routière ;
- un plan de situation de l'opération au sein de la commune ;
- un plan technique détaillé du projet (plan d'aménagement au 1/5000ème ou 1/200ème) ;
- un devis estimatif précis de l'aménagement.

En 2026, la commune souhaite sécuriser le village de la Maison Neuve, et déposer un dossier de demande de subvention associé.

Le village de la Maison Neuve, reliant la commune de Saint Hilaire de Clisson à la commune de Saint Lumine de Clisson, constitue un axe particulièrement fréquenté, caractérisé par des vitesses excessives générant des situations dangereuses pour les habitants. Les riverains ont d'ailleurs interpellé la municipalité à plusieurs reprises sur cette question sécuritaire.

En effet, les terrains de football de Saint Lumine de Clisson sont situés juste au bout du village et de la voie concernée. Or, le club de football regroupe les 3 communes de Saint Hilaire de Clisson, Saint Lumine de Clisson et Maisdon-sur-Sèvre, avec une rotation des matchs et entraînements sur les terrains respectifs des communes. Cette situation est particulièrement marquée en fin de journée et le week-end, en raison des entraînements et des matchs de football organisés par la commune de Saint Lumine de Clisson, entraînant une augmentation significative du trafic et des comportements à risque. En effet, les joueurs, les entraîneurs, les familles et supporters empruntent cet axe comme raccourci pour accéder aux terrains de football, évitant ainsi le passage par le centre-bourg de Saint Lumine de Clisson. Les covoiturages organisés entre les joueurs des communes accentuent ce phénomène. En effet, les joueurs venant de Maisdon-sur-Sèvre et jouant à Saint Hilaire de Clisson récupèrent les joueurs de Saint Lumine de Clisson au stade, et inversement, empruntant ainsi le village de la Maison neuve.

Par ailleurs, la voie constitue également un raccourci permettant d'éviter le centre bourg de Saint Lumine pour les personnes venant de Clisson.

Pour pallier les vitesses excessives générant des situations dangereuses pour les habitants, un arrêté municipal en date du 20 octobre 2025 a instauré une limitation de vitesse à 50 km/h. Toutefois, malgré cette mesure, les dépassements de vitesse persistent et les conditions de sécurité demeurent insuffisantes. La seule limitation réglementaire ne permet pas d'assurer un respect effectif des vitesses par les usagers. Aussi, il est proposé d'installer des ralentisseurs qui sécuriseront la traversée en obligeant les véhicules à réduire leur vitesse.

Au titre de ce projet de sécurisation, la collectivité déposera une demande de subvention à la préfecture.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article R2334-12 ;

Considérant la nécessité d'améliorer la sécurité dans la traversée du village de la Maison Neuve ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le programme d'aménagement de la voie communale mentionnée ci-dessus ;
- **S'ENGAGE** à sa réalisation au cours de l'année 2026 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter une subvention pour le financement de ce projet au titre des amendes de police, auprès du Conseil Départemental de Loire-Atlantique.

RELEVÉ DES ECHANGES

Solen BATARD indique qu'effectivement la voie est très empruntée. Elle précise que les enfants de ces communes utilisent le car et se rendent à l'arrêt de bus à pied.

Yoann BOISSONNOT demande des précisions sur la limite de la route de Saint Hilaire de Clisson. Il est apporté des explications sur le tracé des voies. Mélanie DABIN indique la présence d'un panneau de signalisation.

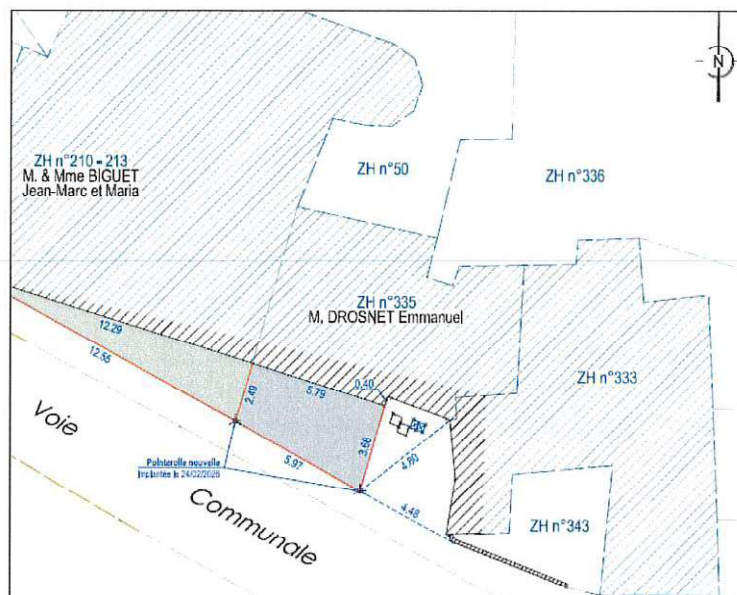
DCM-2026-42_ Désaffectation, déclassement et vente d'un terrain Landonnière_M. Drosnet

ID : 044-214401655-20260604-PV_CM_20260507-DE

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur Emmanuel DROSNET, domicilié et propriétaire du n° 30 La Landonnière 44190 SAINT HILAIRE DE CLISSON, souhaite acquérir un terrain communal cadastré ZH 373, d'une superficie de 18m², et jouxtant sa propriété, cadastrée ZH 335.

Sa situation permettra au demandeur de se constituer une place de stationnement privée.



Pour être aliénable, le terrain issu du domaine public doit faire l'objet d'un déclassement pour être intégré au domaine privé communal. Du fait que ce changement ne porte en rien atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie, il n'est pas nécessaire de réaliser une enquête publique telle qu'elle est définie à l'article L 141-3 du Code de la voirie routière.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2122-21, L2121-29 et suivants, L. 2131-2, L.2241-1 et suivants,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment l'article L.2211-1 à savoir que les biens n'appartenant pas au domaine public relèvent du domaine privé,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L.123-2, L. 123-3, L. 141-7,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 318-1,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

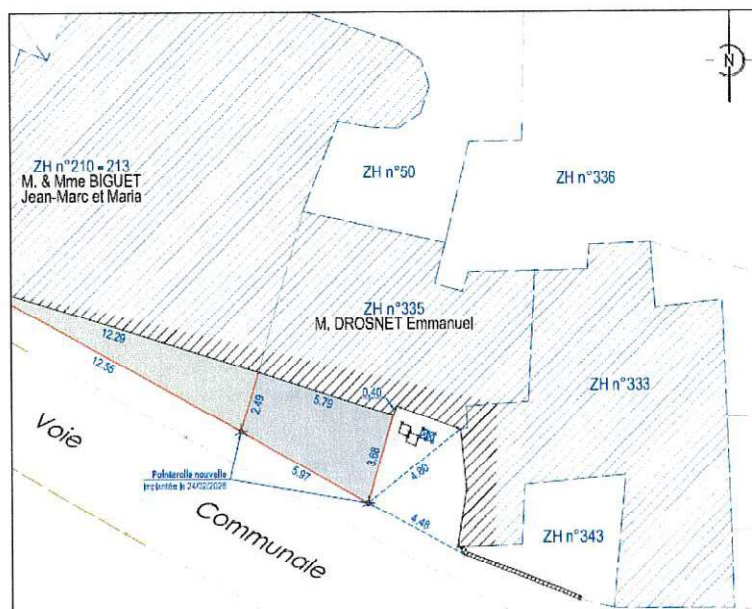
- **DECIDE** de procéder au déclassement du terrain mentionné ci-dessus d'une superficie de 18 m² pour l'intégrer au domaine privé communal ;
- **DONNE** son accord quant à la vente du terrain susvisé à Monsieur Emmanuel DROSNET selon les conditions suivantes :
 - Prix de vente : 50 €/m²
 - Frais d'acte authentique à la charge du demandeur
 - Frais de bornage et de mesurage à la charge du demandeur
- **DIT** que la délibération sera transmise au service du cadastre.

DCM-2026-43_ Désaffectation, déclassement et vente d'un terrain communal à La Landonnière M. Mme Biguet

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur et Madame BIGUET, domiciliés et propriétaires du n° 32 La Landonnière 44190 SAINT HILAIRE DE CLISSON, souhaitent acquérir du terrain communal d'une superficie de 15m², cadastré ZH 372 et jouxtant leur propriété, cadastrée ZH 213.

Sa situation permettra aux demandeurs de se constituer une place de stationnement privée.



Pour être aliénable, le terrain issu du domaine public doit faire l'objet d'un déclassement pour être intégré au domaine privé communal. Du fait que ce changement ne porte en rien atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie, il n'est pas nécessaire de réaliser une enquête publique telle qu'elle est définie à l'article L 141-3 du Code de la voirie routière.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2122-21, L2121-29 et suivants, L. 2131-2, L.2241-1 et suivants,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment l'article L.2211-1 à savoir que les biens n'appartenant pas au domaine public relèvent du domaine privé,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L.123-2, L. 123-3, L. 141-7,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 318-1,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **DECIDE** de procéder au déclassement du terrain mentionné ci-dessus d'une superficie de 15 m² pour l'intégrer au domaine privé communal ;
- **DONNE** son accord quant à la vente du terrain susvisé à Madame Maria BIGUET selon les conditions suivantes :
 - Prix de vente : 50 €/m²
 - Frais d'acte authentique à la charge du demandeur
 - Frais de bornage et de mesurage à la charge du demandeur
- **DIT** que la délibération sera transmise au service du cadastre.

RELEVÉ DES ÉCHANGES

Yoann BOISSONNOT demande à quoi sont destinés les terrains communaux qui seront déclassés et vendus. Il demande si c'est pour créer des places de parking. Denis THIBAUD explique qu'il s'agit de régularisations pour les acquéreurs, ces petites parcelles étant souvent déjà utilisées pour du stationnement.

Jérôme MONIER évoque ensuite la question des tarifs au m² pour et la vente des délaissés communaux. Il lui est expliqué que les délaissés communaux en zone village, sont au tarif de 25 €/m². Lorsque le village est raccordé à l'assainissement, le tarif est à 50 €/m². Nathalie GRENON précise qu'il s'agit de petites surfaces et, que dans la majorité des cas, ce sont des terrains déjà occupés.

DECISION DU MAIRE

Signature d'un contrat de prêt de 149 000 € avec le Crédit Mutuel pour financer l'effacement de réseaux des rues de la Vendée et de l'ancienne mairie

Caractéristiques du prêt :

- Taux fixe : 3,75%
- Durée 10 ans
- Échéances : trimestrielles
- Frais de dossier : 180€

RELEVÉ DES ÉCHANGES

Denis THIBAUD explique que 3 banques ont été sollicitées. Les taux d'intérêt proposés vont de 3,75% à 4,39%.

Yoann BOISSONNOT demande quelle est la banque de la mairie. Denis THIBAUD répond qu'il ne s'agit pas d'une banque mais du Trésor public.

Fin du Conseil municipal : 21h15

INFORMATION

Loyers des professionnelles de santé

Trois nouvelles professionnelles de santé s'installent à St Hilaire aux mois de mai et juin. La commune leur met des locaux à disposition, dans l'attente qu'elles intègrent le Pôle santé.

- 2 orthophonistes : bureaux de l'ancienne mairie
- 1 podologue : annexe mairie

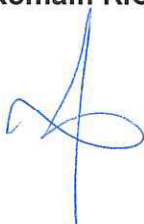
Le montant du loyer par professionnelle : 250 € charges incluses

RELEVÉ DES ÉCHANGES

Réunion de lancement des travaux le mardi 12 mai prochain.

Fin des échanges : 21h30

Le secrétaire de séance
Romain RICHARD



Le 1^{er} Adjoint
Michaël HERVOUET

